La dynamique spatio-économique contemporaine ou recentrage spatial du développement au Québec

*Contemporary Spatial and Economic Dynamics or Spatial Refocusing of
Development in Quebec*

Marc-Urbain Proulx et Nathaly Riverin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1093>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.1093

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Marc-Urbain Proulx et Nathaly Riverin, « La dynamique spatio-économique contemporaine ou recentrage spatial du développement au Québec », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 28 | 2002, mis en ligne le 01 janvier 2002, consulté le 30 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1093> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.1093

Ce document a été généré automatiquement le 30 mai 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La dynamique spatio-économique contemporaine ou recentrage spatial du développement au Québec

Contemporary Spatial and Economic Dynamics or Spatial Refocusing of Development in Quebec

Marc-Urbain Proulx et Nathaly Riverin

Introduction

- 1 Pour paraphraser notre collègue Clermont Dugas, le Québec est un espace de distance et de dispersion. Un vaste espace de 1,7 million de km² sur lequel réside une population de seulement 7 millions d'habitants. Distance et dispersion qui génèrent par ailleurs des coûts importants. D'autant plus que l'écoumène fut étendu encore davantage au cours du dernier siècle, malgré un taux d'urbanisation qui a quadruplé. Ainsi, les territoires urbains de plus en plus étalés et les territoires périphériques faiblement peuplés représentent des données incontournables dans la gouverne publique. Et ces données se présentent dans un contexte d'hétérogénéité en regard des indicateurs socio-économiques disponibles d'une manière désagrégée. En réalité, l'espace québécois est composé d'une panoplie de territoires fort divers, interdépendants, complémentaires et aussi en concurrence : territoires ruraux, territoires centraux, territoires urbains, territoires nordiques, territoires métropolitains et territoires périphériques. La diversité territoriale s'exprime non seulement dans les indicateurs socio-économiques, mais aussi en matière d'identité territoriale, de traditions de gestion publique, de solidarité communautaire, d'économies externes, de capital institutionnel, d'habitudes de coopération, de "navettage" domicile – travail, etc.

- 2 Précisons que ses multiples territoires ont toujours bien servi le développement du Québec. Grandes et petites actions territoriales de production furent exécutées au fil du temps dans le cadre de stratégies précises, élaborées chacune selon une vision spécifique de l'organisation et du développement de l'espace québécois. D'abord, ce furent les expéditions concernées par l'exploration de ces étendues sans fin. Elles permirent de tirer profit de la traite des fourrures tout en établissant des avant-postes de conquête et d'occupation territoriales. Ensuite, la colonisation des terres a été entreprise en plusieurs vagues distinctes ; du régime seigneurial au plan Vautrin en passant par l'ouverture de huit nouvelles régions à l'époque du célèbre curé Labelle. Des mesures incitatives furent instaurées à cet effet par nos gouvernements successifs. En cours de route, on a aussi creusé des canaux navigables, tracé des chemins de fer, mis en place un système routier, bâti des écoles et électrifié les campagnes. Dans cet esprit d'aménagement des territoires, des industries se sont localisées en fonction de la présence de ressources sur les divers sites. Par la suite, le vaste espace fut doté de réseaux d'équipements publics : hôpitaux ; écoles, CLSC, polyvalentes, cegeps, universités, centres divers (sports, communautaires, personnes âgées, loisirs, interprétation, etc.), bibliothèques, etc. à la faveur de la montée en importance du rôle interventionniste de l'État. Finalement, les actions territoriales de production ont pris la forme d'agences gouvernementales instituées pour exercer la gestion plus ou moins décentralisée de programmes, de biens et de services dans les différents secteurs sociaux, culturels et économiques. Il est à noter qu'à l'instar des équipements et des infrastructures précités, ces agences furent généralement localisées de manière à consolider la situation des centres de services sous la forme de concentrations humaines capables de générer des économies d'agglomération et de favoriser la polarisation.
- 3 Suite à cette mise en contexte, ce texte sera concerné principalement par cette option à l'égard de la consolidation d'un réseau d'agglomérations formant différents pôles de développement au Québec. Plus de trente ans après l'identification initiale de ces centres urbains qui fut à la base du premier découpage des régions administratives, nous proposons une réflexion générale sur les impacts résultant de cette stratégie spatiale de développement. Nous ne prétendons aucunement à une analyse évaluative systématique et exhaustive. Évaluation, qui reste à faire au Québec à ce chapitre. Nous proposons simplement au débat, un enrichissement de la problématique ainsi qu'un essai d'interprétation de la dynamique spatiale contemporaine, en mettant en évidence les grandes tendances observées sur le territoire québécois.
- 4 Pour ce faire, une révision rapide de la théorie de la polarisation sera effectuée afin d'asseoir les concepts utiles à l'analyse. Les principaux écrits sur le sujet au Québec seront aussi exploités dans un esprit d'illustration de la réalité spatio-économique. Afin de saisir l'aspect dynamique de cette réalité, seront compilées les données sur l'évolution de l'emploi à l'échelle des petites, moyennes (AR) et grandes (RMR) agglomérations urbaines telles que définies officiellement par les autorités publiques lors des recensements. Une analyse de ces compilations sera effectuée. Nous espérons que notre exercice permettra à la fois, de mieux saisir les tendances contemporaines et de vérifier notre hypothèse de départ qui propose un phénomène contemporain de recentrage spatial des activités socio-économiques au Québec. Cette hypothèse découle d'un premier exercice d'observation et d'analyse de la dynamique spatiale québécoise réalisé récemment (Proulx, 1997).

La théorie de la polarisation

- 5 En matière économique, l'espace n'est pas neutre. Ses composantes bien mesurables tels la dotation en ressources naturelles, les bassins de ressources humaines, la distance entre les facteurs de production, la présence de ressources construites (infrastructures, équipements, bâtiments), l'organisation communautaire et la disponibilité de ressources financières ne se présentent pas partout de manière uniforme. Il en est de même pour ses composantes difficilement mesurables telles la dynamique sociale, l'interaction, la solidarité, la fluidité de l'information, l'atmosphère industrielle, la culture entrepreneuriale, etc. Certains territoires sont comparativement plus avantagés que d'autres, créant ainsi initialement des inégalités qui peuvent varier au fil du temps. De plus, certains lieux sont favorisés par la présence de foyers économiques et deviennent des villes. Ces foyers peuvent s'inscrire sous la forme d'un croisement de routes, d'une activité industrielle, d'une institution religieuse, d'un équipement touristique, etc. Très souvent, il s'agit d'un marché plus ou moins important qui s'affirme dans sa situation privilégiée pour l'attraction, la transformation et la diffusion au niveau social, économique et culturel. Par l'analyse systématique des fonctions marchandes qui permettent l'alimentation des foyers, la théorie des places centrales fut formulée au début des années 1930 par Christaller. Celle-ci marqua alors considérablement les sciences sociales en illustrant clairement la dimension spatiale des phénomènes. En ouvrant davantage cette analyse sur les fonctions industrielles, Losch (1938) a ensuite exposé son modèle de la région économique idéale qui prend la forme d'un vaste hinterland offrant ressources et débouchés à un centre principal dominant des centres intermédiaires. Ce modèle articulé d'organisation de l'espace autour de lieux centraux de tailles et de contenus divers aboutit à une hiérarchie urbaine à laquelle correspond en principe une hiérarchie de fonctions agissant comme des filtres dans la répartition des activités. Bénéficiant des effets diffusés par les centres supérieurs tout en alimentant les centres inférieurs, chacun devient un foyer plus ou moins puissant de croissance soutenue par l'entremise notamment des économies d'agglomération.
- 6 Centralité, foyers et économies d'agglomération favorisent la polarisation des activités dans l'espace. Polarisation naturelle qui s'accroît par les surplus générés d'abord par l'agriculture et l'élevage et ensuite par l'artisanat et les services. La révolution industrielle a largement nourri ce phénomène qui se perpétue avec la montée actuelle du secteur quaternaire (éducation, R&D, information, services supérieurs spécialisés, etc.) comme moteur de l'économie. Par l'entremise d'une importante synthèse de ces connaissances en analyse spatiale, François Perroux (1955) a, de fil en aiguille, proposé une théorie de la polarisation. Outre le constat de la polarisation des activités en des points spécifiques et à une intensité différente, l'intérêt de cette théorie repose sur sa capacité d'expliquer les forces d'attraction et de diffusion de la croissance. Car en principe, un pôle devient réellement intéressant que s'il diffuse ses effets autour de lui. D'où l'articulation d'une théorie de la diffusion qui s'est affirmée telle une base conceptuelle importante greffée à la théorie initiale de Perroux (Hirschman, 1958). La théorie de la polarisation a par la suite bénéficié d'une synthèse accompagnée d'un enrichissement important par Boudeville (1961). Celui-ci a considéré la complexité des forces sociales, culturelles, politiques, administratives et économiques qui participent à la

polarisation et ainsi au développement appréhendé dans ses multiples dimensions interreliées. D'où la généralisation par la suite de l'expression pôle de développement.

- 7 En réalité, deux grandes forces concurrentes bien identifiées nous permettent d'analyser les effets socio-économiques générés autour du phénomène de polarisation : les forces centripètes et centrifuges. Les premières nourrissent les centres en y attirant des activités diverses par l'entremise des mécanismes de drainage : attractions sociales et culturelles, économies de proximité, marchés, équipements et services spécialisés, sources d'information, externalités diverses ; etc. Quant aux forces centrifuges, elles permettent l'irrigation de la périphérie en activités socio-économiques. Des mécanismes spécifiques interviennent sur ces effets de diffusion, notamment le système de transport, la demande de matières premières ou de biens intermédiaires, les nouvelles techniques, les différences salariales, les échanges, les migrations alternantes quotidiennes, les déséconomies d'agglomération, etc. Le fonctionnement quotidien des activités sociales, culturelles, administratives, politiques et économiques fait intervenir une combinaison de ces forces.
- 8 Il est à noter que les effets de diffusion neutralisent les puissants effets d'attraction seulement lorsque le pôle génère un haut degré de développement capable de compenser le drainage des ressources périphériques, grâce à une irrigation supérieure (Richardson, 1978). En effet, si le développement du centre est nul ou faible, la périphérie en perte de ses facteurs mobiles sombre généralement dans un processus de sous-développement, à moins qu'elle se trouve d'autres centres capables de l'irriguer. Il s'agit là d'un processus qui fut fort bien modélisé dans son caractère cumulatif¹, aussi bien positif que négatif, par Gunnar Myrdal (1957). Fut ainsi enrichie l'analyse centre – périphérie exposée d'abord à l'échelle planétaire et ensuite à des échelles nationales et même infranationales. Celle-ci a conduit à la formulation de la théorie de la dépendance capable d'expliquer le sous-développement chronique de certaines régions de la planète ou d'un pays.
- 9 Au demeurant, le postulat général de la théorie de la polarisation stipule que le développement initié ou stimulé dans un lieu central donné en périphérie va améliorer le système économique de toute la région par effets de diffusion. Ce qui explique la grande popularité de cette théorie auprès des élites politiques des années soixante et soixante-dix. Furent ainsi formulées des politiques publiques concernées par la concentration de facteurs dans des pôles bien ciblés. Le processus de développement ainsi impulsé est influencé, dans ses vertus, par la structure spatiale effective, c'est-à-dire la dimension du centre, la dimension de la périphérie, la présence de centres plus petits dans la périphérie, la distance entre les différents centres, la distribution des activités socio-économiques et du pouvoir socio-politique, le système de transports, les réseaux de communication et, évidemment, le taux réel de développement du centre.

La hiérarchie des pôles québécois 1966

- 10 Selon une vaste enquête effectuée sur les zones d'influence des centres urbains, dans le cadre d'une étude du M.I.C. (Ministère de l'industrie et du commerce), le Québec² comptait en 1966 six pôles principaux (primaires). Il s'agit bien sûr de Montréal et de Québec mais aussi de Hull, Sherbrooke, Chicoutimi et Trois-Rivières. Grâce à d'importantes fonctions urbaines qui y sont concentrées, ces centres rayonnaient chacun dans leur hinterland. Ainsi le modèle d'organisation de l'espace québécois illustré par le

M.I.C. comprenait il y a trente ans, six sous-systèmes distincts gravitant chacun autour d'une centre important.

Tableau 1 : Hiérarchie des pôles sur l'espace québécois selon le M.I.C. 1966

Pôles primaires	Pôles secondaires	Pôles tertiaires
Montréal	St-Jérôme	Gracefield
	St-Jean-Iberville	Rigaud
		Beloeil
	Valleyfield	Hungtingdon
	Joliette	St-Gabriel-de-Brandon
		St-Rémy
	St-Hyacinthe	Acton Vale
		Berthierville
	Sorel	
	Granby	Farnham
	Mont-Laurier	L'Annonciation
Québec	Montmagny	St-Jean-Port-Joli
		Baie-St-Paul
	Saint-Georges	Beauceville
		La Guadeloupe
		Ste-Croix
		St-Raymond
		Donnacona
		St-Casimir
Hull		Shawville
		St-André-Avelin
		Thurso
Sherbrooke	Drummondville	Pierreville
	Victoriaville	East-Angus
	Thetford Mines	Richmond
		Disraëli
Chicoutimi	Alma	St-Félicien
Trois-Rivières	Shawinigan	
	Amos	
	Rouyn-Noranda	

	Rivière-du-Loup	Trois-Pistoles
	Rimouski	Causapscal
	Baie-Comeau-Haute-Rive	Cabano
	Sept-Iles	Forestville

Source : Ministère Industrie et Commerce du Québec, 1966

- 11 Cette étude recensait aussi 21 pôles secondaires³, dont neuf étaient localisés à l'intérieur des zones d'influence des pôles primaires ainsi que douze autres qui apparaissaient beaucoup plus indépendants. Grâce à des fonctions régionales plus limitées mais bien présentes, ces neuf pôles secondaires obtiennent en principe des effets du développement diffusé à partir des pôles primaires (forces centrifuges). Mais ils subissent aussi leurs effets du drainage (forces centripètes). Tous ces pôles secondaires rayonnent ainsi dans leur propre hinterland. Le reste du Québec était composé, selon cette analyse du M.I.C., de 33 pôles tertiaires localisés dans les zones d'influence de pôles primaires et secondaires. Bien qu'ils drainent leur propre hinterland en étant des centres commerciaux et de services, ces pôles tertiaires y génèrent aussi des activités socio-économiques par la demande de ressources nécessaires afin d'alimenter leurs activités manufacturières. Grâce à leur création plus ou moins importante de richesse, ces pôles nourrissent les centres plus importants, par l'entremise des forces centrifuges des uns et centripètes des autres. Finalement, le Québec contenait aussi en 1966, 30 petits centres⁴ ayant une fonction commerciale leur permettant un certain rayonnement. Plusieurs de ceux-ci et bien d'autres plus petits encore s'avèrent un petit centre industriel générant de la richesse qui profite à tout le Québec.
- 12 Avec six pôles primaires, il s'agit là d'un espace économique polycentrique, semi-intégré par les échanges économiques et largement ouvert sur l'extérieur. Ce modèle largement adopté comme grille d'analyse fut aussi remis en question. Parenteau (1964) stipule notamment qu'il n'y a que deux pôles primaires (Québec et Montréal) puisque les centres régionaux ne polarisent que très peu bien qu'ils devraient le faire. Alors que Fréchette et Vézina (1985) proposent plutôt de leur côté, un modèle tricentrique qui inclut Chicoutimi-Jonquière comme foyer principal d'un troisième réseau urbain à part entière sur l'espace québécois. Par ailleurs, la vision d'un Québec telle une région économique ne possédant qu'un seul grand pôle de développement (monocentrique) en tête d'une hiérarchie urbaine, est largement partagée par plusieurs analystes. Quoiqu'il en soit, le modèle polycentrique offert par le M.I.C. a tout de même servi de point de départ au découpage du Québec en dix régions administratives devenues effectives en 1968. En outre, il fut la base analytique pour la mise en œuvre d'une stratégie québécoise de concentration des activités sociales, administratives, culturelles, politiques et économiques dans les principaux centres urbains de chacune de celles-ci.

Montréal, pôle principal

- 13 Montréal a historiquement profité de sa position géographique (île - carrefour de rivières - aval du rapide de Lachine) pour devenir une véritable place centrale au nord-est de l'Amérique. Avec l'industrialisation du Québec à partir de la fin du XIX^e siècle, ce rôle de polarisation s'est amplifié, et ce, principalement grâce à la capacité d'attraction

d'activités motrices autour du port et d'activités financières autour de sa bourse. Surclassant Québec, l'agglomération de Montréal est ainsi devenue la métropole du Canada. Son développement rapide a occasionné la diffusion d'effets positifs à l'ensemble du Québec et du Canada, notamment par les nouvelles techniques et technologies offertes, ainsi que par la demande de biens, de matières premières et de certains services. Ces impulsions de développement ont certes influencé le démarrage économique des régions périphériques et l'industrialisation de la vallée du Saint-Laurent. Cependant, la question du degré exact de cette influence demeure encore ouverte.

- 14 Selon Higgins, Martin et Reynauld (1970), Montréal est le seul réel foyer autonome d'innovation et de dynamisme au Québec. Une fois générés à un degré suffisamment élevé, cette innovation et ce dynamisme se répandent ensuite à travers toutes les régions du Québec par l'entremise des foyers hétéronomes que sont les centres secondaires et tertiaires. Le développement culturel, social et économique du Québec y est ainsi insufflé à partir du pôle Montréal qui domine son espace. Cette logique monocentrique amène les auteurs à proposer aux pouvoirs publics de miser sur la concentration des efforts collectifs de développement alloués par Québec et Ottawa, dans le grand ensemble que constitue l'agglomération de Montréal. Cet avis de H.M.R. fut repris par quelques études importantes, notamment le Rapport Picard de 1988.
- 15 En réalité, cette stratégie suggérée à l'égard de la concentration fut bien sûr adoptée⁵. Par contre, elle le fût que partiellement, puisque les gouvernements supérieurs étaient déjà engagés à l'époque, dans une importante stratégie de déconcentration de leur gestion et de leurs services, y compris l'éducation supérieure, dans les centres intermédiaires afin d'y favoriser la polarisation. L'agglomération de Montréal ne fut tout de même pas en reste. De très nombreux établissements publics s'y sont localisés, notamment la majeure partie de l'administration fédérale déconcentrée pour desservir le Québec. Cette dernière représente à elle seule près de 15,000 ressources humaines affectées à Montréal (Tremblay et Van Schendel, 1991). Le gouvernement du Québec y possède actuellement quant à lui, encore davantage d'établissements et d'employés qui desservent non seulement la région métropolitaine mais aussi les régions avoisinantes et même d'autres régions beaucoup plus éloignées⁶. Par ailleurs, l'agglomération de Montréal a largement bénéficié des investissements publics en matière d'équipements et d'infrastructures. Pensons notamment à Mirabel, au système autoroutier, aux centres de recherche, aux universités et cégeps, aux centres récréatifs ou touristiques, etc. Et que dire des investissements effectués dans le cadre d'Expo 67 et des jeux olympiques tenus en 1976 ! Bref, la région métropolitaine a attiré une large part des investissements et dépenses publics consentis au Québec au cours de trois dernières décennies, sans toutefois les obtenir tous. Car afin de bien desservir l'autre moitié de la population du Québec en biens et services collectifs, les gouvernements supérieurs devaient régionaliser plusieurs agences publiques sur l'espace québécois, très vaste à l'extérieur de la grande région de Montréal.
- 16 Or, la métropole québécoise s'avère en déclin relatif depuis les années 1950⁷. Un déclin structurel qui lui a fait perdre de très nombreux emplois dans les secteurs manufacturiers, transport et finances. Nous ne désirons débattre ici ni des détails statistiques, ni des causes de ce déclin puisqu'ils furent très bien traités par ailleurs (Higgins, 1986 ; Lamonde, 1988 ; Polèse, 1990 ; Thibodeau, 1997). Constatons néanmoins que Montréal illustre actuellement le taux de chômage le plus élevé parmi les grandes villes nord-américaines, Détroit et Pittsburgh ayant radicalement redressé cet indicateur

au cours des deux dernières décennies. De 1987 à 1996 en réalité, l'emploi a progressé plus lentement dans la région métropolitaine de Montréal que dans le reste du Québec. L'économie de Montréal retarde de toute évidence l'économie du Québec, puisqu'à l'exclusion de cette agglomération, la belle province se comporte économiquement d'une manière tout à fait comparable au reste du Canada (Trottier, 1997). Et ce malgré le déficit d'innovation et de dynamisme de ce foyer principal au Québec qui ne diffuse certes pas beaucoup dans sa périphérie éloignée puisque son taux de développement y est faible. On peut ainsi avancer qu'en l'état actuel, Montréal draine automatiquement une certaine quantité de la richesse générée dans sa périphérie, mais insuffisamment semble-t-il pour nourrir convenablement son foyer. De fait, le cœur de l'agglomération s'est désertifié au cours des dernières décennies et la relativement prospère couronne s'est étalée lentement en tache d'huile (diffusion radiale) dans la zone d'influence montréalaise⁸. Il est à préciser que cette couronne n'est pas uniforme puisqu'en matière d'emplois, elle possède plusieurs aires très dynamiques, notamment Kirkland, Le Gardeur, Blainville et Repentigny ainsi que plusieurs aires en déclin telles que Beauharnois, Anjou, La Salle, Saint-Léonard, etc.

- 17 Cette situation spatio-économique de la région métropolitaine de Montréal n'est pas promise à un changement radical prochain. La petite reprise économique très actuelle doit être interprétée avec modestie⁹. Il est vrai que la bonne conjoncture nord-américaine, les efforts d'appropriation par le milieu, l'assistance gouvernementale et le taux de change favorable amènent une reprise marquée des investissements privés¹⁰. En outre, les promesses d'investissements publics importants semblent se transformer en projets concrets. Néanmoins, ces chantiers et leurs retombées demeurent comparativement limités et encore insuffisants devant les énormes besoins d'un pôle en compétition avec ses semblables nord-américains. L'histoire nous enseigne par ailleurs que les fins de cycles économiques ne favorisent pas cette agglomération, notamment son cœur.

La réalité polycentrique contemporaine

- 18 Tout en reconnaissant le rôle moteur de la région montréalaise¹¹, nous avons souligné ci-dessus que nos gouvernants optèrent au Québec pour un modèle d'organisation de l'espace offrant aussi un rôle important aux centres urbains intermédiaires comme pôle de développement régional. Nul doute que la reconnaissance en France des "métropoles d'équilibre" comme pôles régionaux, a influencé les gouvernants du Canada et du Québec dans cette option favorable au modèle polycentrique déjà effectif en Allemagne, en Hollande, aux États-Unis et ailleurs. Quoiqu'il en soit, il apparaît que la réalité du vaste espace québécois contenant plusieurs centres qui polarisent le développement de leur hinterland et qui dominent de véritables sous-systèmes urbains hiérarchisés, ait finalement limité la volonté de concentration totale des mesures publiques sur Montréal. La stratégie de déconcentration demeura ainsi relativement ferme au Québec, insuffisamment par contre selon plusieurs analystes qui dénoncent la désintégration des régions (Côté, 1990).
- 19 Et dans cette réalité spatiale québécoise, deux pôles principaux se distinguent d'abord clairement : l'agglomération de Montréal avec ses fonctions industrielles et financières dominantes ainsi que celle de Québec avec sa fonction gouvernementale qui s'élève au-dessus des autres. De nature différente, ces pôles sont aussi de dimensions inégales. Par

leurs propres fonctions principales exercées, l'un et l'autre aspirent judicieusement à jouer son rôle de foyer de développement pour l'ensemble du Québec. S'il est ainsi essentiel de bien considérer ces deux foyers de développement, il demeure néanmoins que l'espace québécois n'est pas exclusivement "duocentrique".

- 20 En effet, plusieurs autres lieux s'affirment centraux dans leur sous-système urbain, ne serait-ce qu'en étant considérés comme tels dans les réseaux de distribution des entreprises qui y localisent des succursales ou des points de services. Ainsi les agglomérations de Hull, Sherbrooke, Rimouski, Trois-Rivières, Rouyn-Noranda et Saguenay (Chicoutimi – Jonquière) représentent de véritables pôles de développement. Elles furent d'ailleurs reconnues dans ce rôle par les pouvoirs publics qui les ont désignées chacune, avec Gaspé, Baie-Comeau, Joliette, Longueuil, Saint-Jérôme et Saint-Georges, par les qualificatifs de capitale régionale. Des activités gouvernementales y furent alors largement déconcentrées.
- 21 Par ailleurs, d'autres centres urbains concentrent beaucoup d'activités socio-économiques sans qu'ils bénéficient d'une dénomination spécifique de pôles de développement par le gouvernement du Québec. Soulignons notamment que les forces socio-économiques favorisent Drummondville et Victoriaville ainsi que Granby, La Tuque, Rivière-du-Loup, Magog, St-Jean-sur-le-Richelieu, Val d'Or et, dans une moindre mesure, Shawinigan, Matane, Lachute et Saint-Hyacinthe. Pensons aussi à tous les pôles tertiaires identifiés par l'étude du M.I.C. en 1966 et qui continuent à jouer leur rôle. Sans compter les centaines de petits et moyens centres agricoles, forestiers, miniers ou côtiers qui produisent constamment de la richesse.
- 22 Bref, le Québec apparaît tel un espace polycentrique illustrant plusieurs sous-systèmes distincts. En réalité, le modèle christallien de la région économique idéale, tel qu'énoncé ci-dessus, s'applique beaucoup plus parfaitement à l'échelle de plusieurs sous-systèmes qu'à l'échelle du Québec entier. Cependant, le Québec forme tout de même un système intégré de centres que Pierre Bruneau illustre élégamment et pertinemment telle une armature urbaine structurant l'espace. Ces centres sont certes interreliés et sûrement interdépendants mais aussi, très ouverts sur les marchés extérieurs en effectuant des transactions directes avec eux par l'entremise des ports, des chemins de fer, des autoroutes, etc. (Côté, 1996). Ainsi, Sept-Iles, Sorel, Thetford Mines, Alma et Val d'Or sont des économies largement indépendantes de Montréal, même si plusieurs entreprises y localisent leur siège social.

L'inégalité de la polarisation

- 23 La compilation des données sur la variation de l'emploi 1986-96 à l'échelle¹² des 48 petites, 24 moyennes et 6 grandes agglomérations illustre des taux de performance fort inégaux entre ces centres urbains.
- 24 D'abord, parce que leur propre bassin de ressources périphériques se présente d'une manière différente, que les divers marchés disponibles à ces ressources sont très spécifiques et que la distance s'impose d'une manière particulière selon la géographie. Précisons aussi, que la concentration des directions et bureaux des différents ministères dans les capitales régionales ne s'est pas effectuée partout avec la même intensité (Brochu et Proulx, 1995). Ensuite, tous ces foyers n'ont pas le même taux d'industrialisation au départ. Notons que l'agglomération de Québec, et aussi de Sherbrooke dans une moindre

mesure, s'avèrent en croissance d'emplois industriels. La première devient moteur d'une région peu industrialisée et la seconde profite de sa localisation dans une région en pleine industrialisation. Victoriaville, Val d'Or, Sept-Iles, Magog, Thetford Mines, Granby et autres sont aussi des centres en croissance d'emplois industriels pendant la période observée. D'autres centres tels que Hull, Saguenay et Trois-Rivières sont en déclin dans ce secteur structurant, le premier étant pourtant localisé dans une région en pleine industrialisation. Dans le secteur tertiaire, Hull, Victoriaville, St-Georges, La Tuque, Granby et Drummondville illustrent une hausse de plus de 20 % des emplois au cours de la période 1986-96. Tandis que Lachute, Matane et Shawinigan ont au net perdu des emplois de ce troisième type au cours de cette période qui est caractérisée, il faut le souligner, par une expansion réelle de ce secteur tertiaire dans l'économie du Québec. Finalement, plusieurs centres régionaux (Baie-Comeau - Dolbeau - Matane - Salaberry-de-Valleyfield - Sept-Iles et Thetford Mines) ont beaucoup perdu d'emplois dans le secteur primaire alors que d'autres (Granby - St-Georges - St-Jean-sur-le-Richelieu - Victoriaville et Québec) ont bénéficié d'une hausse appréciable à cette rubrique.

- 25 En somme, nos données illustrées par le graphique no 1, montrent globalement des centres urbains¹³ inégaux, soit en croissance, soit en déclin ou soit en vitesse de croisière.

Graphique 1. Variation en % de l'emploi par agglomérations (RMR et AR) 1986-1996

Source : Statistique Canada ; compilation de Ali Doubi, Observatoire socio-économique des territoires du Québec, UQAC, 1991.

- 26 Ces données ne nous offrent pas une lecture complète de l'évolution des centres urbains sur une longue période¹⁴. Cependant, elles nous permettent de jauger convenablement leurs principales tendances actuelles. Il est intéressant notamment de souligner que parmi les six grandes agglomérations (RMR), seulement Hull illustre une croissance de l'emploi supérieure à 20 % pendant la période considérée. À ce chapitre, Sherbrooke et Québec soutiennent une croissance plutôt faible. À l'exemple de Montréal, les pôles de Rimouski, Trois-Rivières et Saguenay sont en déclin relatif. Tandis que Shawinigan, Matane et Lachute sont des centres intermédiaires en réelle régression sous l'angle de l'emploi. Par contre, trois agglomérations se démarquent clairement du peloton et

deviennent des pôles de développement très importants pour leur zone d'influence et pour tout le Québec. Il s'agit de Saint-Georges, Victoriaville et Drummondville qui offrent une variation très forte de notre indicateur. Dans cette veine mais dans une moindre mesure, notons que Granby, La Tuque, Rivière-du-Loup, Magog, Sorel, St-Jean-sur-le-Richelieu, Rouyn-Noranda et Val d'Or sont des pôles qui s'affirment avec vigueur actuellement. Si l'on ajoute à ces foyers secondaires en puissance, les centres tertiaires polarisateurs dont la variation de l'emploi total 1986-96 est supérieure à 15 %, soit Lac-Mégantic, Bromptonville, L'Épiphanie, Rawdon, Laurentides, Sainte-Sophie, Sainte-Adèle, Saint-Sauveur, Sainte-Agathe, Saint-Jovite, Lac-Brome et Waterloo, nous pouvons avancer que l'on assiste actuellement, sur l'espace québécois, à un renforcement de nombreux centres. Ce renforcement permet leur repositionnement vis-à-vis les centres en déclin ou en vitesse de croisière.

Recentrage de la dynamique spatio-économique

- 27 Les variations de l'emploi pendant la période observée nous permettent de préciser que Drummondville s'inscrit réellement tel un pôle en fort développement. Localisé au centre géographique du Québec habité, ce foyer apparaît maintenant tel un lieu où les facteurs de développement convergent et se polarisent. Polarisation qui s'effectue pourtant sans que Drummondville bénéficie d'un statut particulier, puisque cette ville ne fut ni identifiée tel un pôle primaire (M.I.C., 1966), ni reconnue jusqu'à très récemment par Québec telle une capitale régionale afin d'y concentrer des activités diverses. Son fort développement actuel en matière d'emplois génère sûrement des effets importants de diffusion qui bénéficient à son hinterland.
- 28 Nombreuses peuvent être les interprétations de ce phénomène peu anticipé d'une nouvelle polarisation dans un Québec aux activités économiques non seulement en croissance limitée depuis trente ans mais aussi, déjà fortement concentrées en d'autres lieux. Il est vrai de dire notamment que Drummondville est entouré et à faible distance de centres urbains en croissance d'emplois, soit Bécancour, Thetford Mines, Sherbrooke, Magog, Sorel et particulièrement Victoriaville. Situé, en plein coeur de l'espace québécois, Drummondville est le lieu de croisement de deux axes de développement qui relient les centres précités, en favorisant considérablement sa polarisation et son rayonnement.
- 29 Il est vrai aussi qu'avec le déclin relatif des transports ferroviaire et maritime de marchandises au profit du transport routier, Drummondville est désormais aussi avantagé (sinon plus) que l'agglomération de Montréal en matière de distance. Par contre, la région de Montréal est beaucoup mieux équipée pour relever le défi du transport routier. De plus, l'absence d'axe autoroutier transversal entre Trois-Rivières et Sherbrooke ne favorise pas Drummondville. D'autant plus que l'aéroport international ne fut pas construit dans la périphérie de Drummondville même si plusieurs spécialistes le proposaient à une certaine époque, mais bien à Mirabel selon la volonté du principal bailleur de fonds alloués à cette infrastructure, soit le gouvernement fédéral. Néanmoins, l'agglomération de Drummondville est directement reliée aux principaux marchés du Québec et du nord-est américain.
- 30 Donc, la localisation de Drummondville s'avère géographiquement centrale au Québec mais, les équipements publics, les incitatifs gouvernementaux à la localisation industrielle, les administrations publiques et les infrastructures de transport n'ont pas

réellement soutenu cette centralité naturelle. Centralité qui semble s'imposer progressivement néanmoins. Il ne s'agit sûrement pas d'un pôle planifié, mais tout de même d'un pôle de développement en puissance. Il faut ainsi constater que malgré quatre décennies de planification publique au Québec (Proulx, 1996), le déterminisme demeure très présent en matière de développement.

Émergence de territoires dynamiques

- 31 Mis à part les centres urbains qui polarisent inégalement les activités socio-économiques, l'espace québécois renferme aussi quelques territoires plus dynamiques que d'autres limitrophes, sous l'angle de la création d'emplois.
- 32 On reconnaît évidemment l'aire centrale mentionnée ci-dessus qui contient deux axes de développement favorisant une nouvelle polarisation. Ce territoire souvent appelé « milieu des Bois-Francs » devient particulièrement dense en activités dans la zone de Princeville, Victoriaville, Kingsey-Falls et Drummondville. Il y a aussi la fameuse Beauce, plus précisément toute la vallée de la Chaudière, y compris Saint-Georges, La Guadeloupe, Sainte-Marie et les villages en aval. Soulignons aussi le territoire des Laurentides qui, au nord de Montréal, forme une aire linéaire économiquement très dynamique. Mentionnons également l'émergence actuelle d'une zone fertile d'emplois sur la côte sud du fleuve Saint-Laurent, correspondant approximativement à la MRC Montmagny-L'Islet. D'autres territoires de moindre envergure se démarquent de plus en plus au Québec, notamment les aires de Bécancour, du Domaine-du-Roy, de Lac-Mégantic, d'Abitibi-ouest et de Rivière-du-Loup.
- 33 Finalement, il nous faut constater que le territoire industrialisé du Saguenay, qui commence à Ville de La Baie (port en eau profonde) pour s'étendre jusqu'à Alma (Lac-Saint-Jean), n'a plus le dynamisme d'antan. Même si un petit foyer de développement émerge actuellement à Saint-Ambroise, les importantes difficultés structurelles limitent la performance anticipée et attendue de cette aire industrielle. Ce constat de contre-performance s'applique aussi pour l'aire Shawinigan - Grand-Mère, quoiqu'il se présente d'une manière différente. Malgré leur légère reprise récente, ces deux territoires n'arrivent pas à faire le bond en avant vers une nouvelle étape de leur développement.
- 34 Plusieurs petits territoires apparaissent par ailleurs fort dynamiques sous l'angle de l'emploi. Il y a bien sûr La Guadeloupe, Sacré-Coeur, Saint-Cyprien, Lavaltrie, Saint-Narcisse, Rawdon, Bromptonville, Sainte-Adèle et Lac-Mégantic mais aussi bien d'autres lieux. En réalité, le Québec possède quelques centaines de petites municipalités dépendant généralement des ressources naturelles, dont les indicateurs de l'emploi sont positifs. Il s'agit de centres forestiers, agricoles et miniers qui contribuent considérablement à la création de la richesse nationale. Lorsque le prix des ressources naturelles s'élève, comme le bois au début des années 1990, ces lieux subissent un petit boom socio-économique. Ainsi, si plusieurs municipalités forestières vont économiquement très bien en ce moment au Québec, il faut noter cependant que plusieurs municipalités agricoles, minières ou côtières vivent un certain nombre de problèmes, si ce n'est de très grandes difficultés.

Des corridors de développement

- 35 Par ailleurs, notre analyse globale de la dynamique spatiale de l'économie québécoise nous permet de constater un autre phénomène fort intéressant. Il s'agit de la formation de quelques corridors de développement qui découpent l'espace national.
- 36 Il existe bien sûr le long corridor qui épouse historiquement l'axe de la vallée du Saint-Laurent, entre Québec et Montréal¹⁵ dans un premier temps, pour ensuite se rendre jusqu'à Kingston en Ontario et même jusqu'à Windsor. Cette zone linéaire qui s'élargit en de nombreux passages a largement bénéficié de l'industrialisation du Québec au cours de ce siècle. Elle s'est densifiée depuis les années soixante, particulièrement autour des croisements et des sorties autoroutiers. Depuis deux décennies, le corridor Saint-Laurent s'étale doucement au Québec vers le Bas-du-Fleuve pour atteindre Rivière-du-Loup par petites poches de développement. Il s'agit là d'un phénomène de répartition spatiale des activités économiques tout à fait conforme à la géographie économique traditionnelle du Québec.
- 37 Par contre, d'autres corridors se présentent d'une manière étonnante à l'analyse empirique puisqu'ils illustrent une cassure avec la répartition linéaire historique. En effet, se forment actuellement sur l'espace des corridors transversaux ou perpendiculaires à l'axe du Saint-Laurent. Il s'agit bien sûr du corridor Sorel - Drummondville - Victoriaville - Thetford Mines que nous avons mentionné ci-dessus. Celui-ci est traversé par un autre corridor qui suit l'axe Grand-Mère - Trois-Rivières - Bécancour - Drummondville - Windsor - Sherbrooke - Magog¹⁶. Ces deux corridors transversaux illustrent très bien que nous assistons à un recentrage spatial de l'économie dans cette région avec l'agglomération de Drummondville qui exerce une forte polarisation.
- 38 Il existe par ailleurs le corridor Sainte-Thérèse - Blainville - Saint-Jérôme - Sainte-Agathe qui pointe vers le nord à partir de la région métropolitaine de Montréal. Tel que mentionné ci-dessus, la rivière Chaudière forme aussi un véritable corridor de développement à partir de Québec jusqu'au Lac Mégantic. Aussi, on peut identifier un autre corridor perpendiculaire au fleuve Saint-Laurent à la hauteur de Rivière-du-Loup. Celui-ci s'étale jusqu'à Edmundston, Nouveau-Brunswick, et même jusqu'à St. John en sillonnant la rivière du même nom.
- 39 À tous ces corridors de développement qui marquent l'espace québécois, notre observation nous amène finalement à en ajouter un autre qui traverse le sud de la région métropolitaine de Montréal. Séparée de la première couronne (« beigne ») par une zone moins urbanisée, une demi-couronne démarre son parcours à Salaberry-de-Valleyfield vers Saint-Jean-sur-le-Richelieu, (MRC Lajemmerais et Champlain) passe par Cowansville avant de bifurquer vers Granby, Saint-Hyacinthe et Sorel. Il s'agit là d'un corridor qui draine actuellement beaucoup d'activités socio-économiques.

Conclusion

- 40 Notre essai d'interprétation de la dynamique spatio-économique contemporaine du Québec a permis d'illustrer plusieurs phénomènes intéressants tels que des pôles de développement en déclin, d'autres en puissance et d'autres encore en vitesse de croisière.

Nous avons certes constaté un certain repositionnement de plusieurs de ces centres. La hiérarchie urbaine établie jadis n'est certes pas renversée à court terme mais du moins confrontée. Se dessinent aussi sur l'espace québécois des territoires fortement dynamiques ainsi que des corridors de développement qui émergent hors de la vallée du Saint-Laurent. Certains de ces phénomènes sont particulièrement étonnants sous le triple regard de la réalité spatio-économique passée, des prévisions induites et des interventions publiques effectuées depuis quelques décennies.

- 41 En guise de conclusion, nous ne pouvons pour l'instant tirer beaucoup d'éléments définitifs de notre analyse encore limitée. Néanmoins, l'exercice nous a permis de vérifier convenablement notre hypothèse formulée en introduction. L'espace québécois illustre à l'évidence empirique un recentrage géographique de sa dynamique socio-économique contemporaine.
- 42 De la même manière qu'au XIX^e siècle, Montréal a ravi à Québec son titre de principal centre urbain de la vallée du Saint-Laurent, Toronto est devenu récemment le principal pôle de développement au Canada. Ce déplacement du centre de gravité vers l'ouest à l'image du reste de l'Amérique du Nord, affecte négativement tout l'Est du Canada incluant le Québec (Tellier, 1996). Cependant le côté sud de la vallée du Saint-Laurent, qui correspond au centre géographique du Québec, apparaît telle une aire moins affectée. Bénéficiant de corridors transversaux qui canalisent le développement sur ce territoire, l'agglomération de Drummondville s'affirme actuellement avec une forte polarisation. Polarisation, dont les forces centripètes sont assez bien nourries par un ensemble de centres urbains relativement limitrophes, en fort développement.
- 43 Quelques leçons peuvent être distillées de ce phénomène de recentrage spatial. Soulignons notamment les résultats limités de la planification spatiale du développement. C'est-à-dire que les tendances récentes de la dynamique spatio-économique n'ont à l'évidence pas réellement suivi les orientations des planificateurs publics du passé et n'ont en conséquence pas généré les effets escomptés. Paradoxalement en effet, le seul centre régional qui s'avère réellement en très fort développement au Québec ne fut pas planifié comme tel. Tandis que si l'on exclut l'agglomération de Hull, les autres centres urbains bien ciblés pour y promouvoir la polarisation illustrent des difficultés à jouer convenablement leur rôle. Alors que de petits centres urbains, non considérés par la stratégie gouvernementale de polarisation, se positionnent progressivement comme pôle grâce à un taux de développement élevé. Aussi, l'agglomération de Montréal qui a beaucoup bénéficié des interventions publiques a continué son lent déclin en matière d'emplois pendant la période observée. Bref, ces faits questionnent directement la capacité d'influence de nos gouvernants avec les outils actuels de planification spatiale. Le mode d'organisation globale de l'espace québécois est aussi questionné inévitablement.
- 44 Questionnements qui mériteraient évidemment un exercice d'observation beaucoup plus approfondi que celui qui a servi l'analyse effectuée dans ce texte. D'autres compilations d'indicateurs de développement sont nécessaires, notamment des indicateurs sociaux et culturels. Des propriétés spatiales anciennes et nouvelles, proposées par les sciences sociales et empiriquement mal connues au Québec, doivent aussi être établies. Nous pensons notamment aux connexités, aux interdépendances, aux complémentarités, aux concurrences et aux dominations. Mieux mesurées éventuellement, ces propriétés nous permettraient de saisir davantage les relations non seulement entre les centres urbains, mais aussi entre les divers territoires de dimensions et de contenus différents qui

composent l'espace québécois. En matière de modèle d'organisation globale de l'espace québécois, l'intérêt d'un tel exercice nous apparaît évident.

BIBLIOGRAPHIE

- Boudeville, J.R. (1961), *Les espaces économiques*, P.U.F., Paris.
- Brochu, I. et Proulx, M.U. (1995), « La construction institutionnelle des régions du Québec », *Revue d'Administration Publique du Canada*, vol. 36, no 4, pp. 94-111.
- Bruneau, P. (1989), *Les villes moyennes au Québec*, P.U.Q., 195 pages.
- Christaller, W. (1933), *Central Places in Southern Germany*, Prentice Hall, Englewood Cliffs.
- Côté, C. (1991), *La désintégration des régions*, Éditions JCL, Chicoutimi, 261 pages.
- Côté, S. (1996), « Relations économiques régionales », *Recherches Sociographiques*, vol. XXXVII, n° 3, pp. 517-536.
- Dugas, C. (1981), *Un pays de distance et de dispersion*, P.U.Q., Sainte-Foy, 221 pages.
- Fréchette, P. et Vézina, P. (1985), *L'économie du Québec*, Éditions HMV, 639 pages.
- Higgins, B. (1986), « The Rise and Fall of Montreal : a case study of urban growth regional economic expansion and national development », *Document de l'Institut canadien de recherche sur le développement régional*, Moncton.
- Higgins, B. Martin, F. et Raynauld, A. (1970), « Les orientations du développement économique régional du Québec », *Étude pour le Ministère de l'Expansion Économique Régionale*, Ottawa, 156 pages.
- Hirschmann, A. (1958), *The Strategy of Economic Development*, Yale Univ. Press, New-Haven.
- Lamonde, P. et ali (1988), *La transformation de l'économie montréalaise, 1971-86*, Document INRS-Urbanisation, Montréal.
- Lösch, A. (1938), « The nature of economic regions », *Southern Economic Journal*, n° 5, pp. 71-78.
- M.I.C (1966), *Division du Québec en 10 régions et 25 sous-régions administratives*, Bureau de recherches économiques, Ministère de l'industrie et du Commerce.
- Myrdal, G. (1957), *Economic Theory and Underdeveloped Regions*, Duckworth, London.
- Perroux, F. (1955), « La notion de pôle de croissance », *Économie Appliquée*, n°s 1 et 2.
- Picard, L. (1986), *Rapport du comité consultatif au comité ministériel sur le développement de la région de Montréal*, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, 346 pages.
- Polèse, M (1990), « La thèse du déclin économique de Montréal, revue et corrigée », *Actualité économique*, vol. 66, n° 2, pp. 133-146.
- Proulx, M.U. (1996), « Trois décennies de planification régionale au Québec », dans Marc-Urbain Proulx (dir.), *Le phénomène régional au Québec*, Presses de l'Université du Québec, pp. 269-290.

Proulx, M.U. (1997), « Les relations politiques et économiques entre Montréal et les régions », sous la direction de L.-N. Tellier, *Les défis et les options de la relance de Montréal*, Presses de l'Université du Québec, pp. 159-178.

Proulx, M.U. (1999), « Volontariat institutionnel et gouvernance à l'échelle supralocale du Québec », à paraître dans *Revue Économie et Solidarités*, vol. 31, n° 2.

Richardson, H. W. *Regional and Urban Economics*, Pitman, London, 386 p.

Tellier, L.N. (1996), « », dans M.U. Proulx (dir.), *Le phénomène régional au Québec*, Presses de l'Université du Québec.

Thibodeau, J.C. (1997), « La relance de Montréal : une question de long terme », sous la direction de L.-N. Tellier, *Les défis et les options de la relance de Montréal*, P.U.Q., pp. 25-38.

Tremblay, D.G. et Van Schendel, V. (1991), *Économie du Québec et de ses régions*, Éditions Saint-Martin, 650 pages.

Trottier, M. (1997), « La performance économique de Montréal depuis 1987 », sous la direction de L.-N. Tellier, *Les défis et les options de la relance de Montréal*, Presses de l'Université du Québec, pp. 7-24.

NOTES

1. Le cumul et le non-cumul de facteurs est un processus devenu central en théorie du développement.
2. Pour le Canada, L. Bourne (1975) a fort bien formalisé le système des petits et grands centres urbains dans son ouvrage *Urban Systems : Stratégies for Regulation*, Clarendon Press, Oxford.
3. Il s'agit de centres tels que : St-Jérôme, St-Jean-Iberville, Valleyfield, Joliette, St-Hyacinthe, Mont-Laurier, Sorel et Granby qui gravitent autour de Montréal, même si les trois derniers ne font pas partie de sa zone d'influence ; aussi de Montmagny et St-Georges localisés dans la zone d'influence de Québec ; d'Alma situé dans la zone d'influence de Chicoutimi ; ainsi que de Shawinigan qui est largement influencé par Trois-Rivières. Soulignons aussi la présence de plusieurs pôles secondaires plus ou moins indépendants des pôles primaires, tels que Drummondville, Victoriaville, Thetford Mines, Rouyn-Noranda, Amos, Rivière-du-Loup, Rimouski, Baie-Comeau-Haute-Rive et Sept-Iles.
4. Shawville, St-André-Avellin, Thurso, Gracefield, Rigaud, Beloeil, St-Rémi, Huntingdon, Farnham, Acton Vale, St-Gabriel-de-Brandon, Berthierville, L'Annonciation, Pierreville, East Angus, Richmond, Disraëli, La Guadeloupe, Beauceville, Ste-Croix, St-Raymond, Donnacona, St-Casimir, Baie St-Paul, St-Jean-Port-Joli, Forestville, St-Félicien, Trois-Pistoles, Cabano, Causapscal.
5. Comme objectifs de la politique publique, s'imposèrent non seulement les autres centres tels qu'Halifax, Vancouver et Calgary, mais aussi les puissants intérêts de Toronto.
6. Considérant les liaisons aériennes et l'absence de routes, le point le plus central de la région Nord-du-Québec s'avère Dorval (Montréal), où on y loge plusieurs administrations publiques régionales. Certains ministères, tels que l'immigration, sont localisés à Montréal.
7. S'affaiblissant constamment, la croissance de la population est devenue très faible depuis le recensement de 1971. Quant aux emplois, la croissance de leur nombre absolu depuis 25 ans est due à un secteur tertiaire demeuré relativement dynamique car le secteur secondaire illustre un déficit de plusieurs dizaines de milliers d'emplois.
8. La ville de Montréal a perdu plus de 20 % de sa population en 20 ans (1971-91) pendant que les quatre régions de sa couronne (Laval - Laurentides - Lanaudière - Montérégie) ont vu leur démographie faire un bond de près de 40 %.

9. Le dynamisme entrepreneurial actuel de Montréal demeure encore bien inférieur à celui du reste du Québec (Proulx et Riverin, 1999).

10. En ce qui concerne les investissements industriels importants, la région de Montréal a reçu, entre 1987 et 1995, \$ 2,6 millions par tranche de 100 000 habitants alors que le reste du Québec a bénéficié de près du double, soit \$ 4,6 millions par tranche de 100 000 habitants.

11. La région métropolitaine de Montréal loge 46 % des emplois du Québec, c'est-à-dire la moitié de l'activité manufacturière.

12. Nos unités de compilation des données de Statistique Canada furent choisies en respectant la nomenclature du Ministère des Affaires Municipales du Québec.

13. Nous considérons comme pôles de développement, les grandes et moyennes agglomérations urbaines qui renferment plus de 10 000 habitants, c'est-à-dire les six régions métropolitaines de recensement (RMR) ainsi que les 24 agglomérations urbaines de recensement (AR). Notons qu'il existe aussi au Québec, 48 petites agglomérations qui représentent de petits pôles non considérés ici.

14. En réalité l'exercice devient fort difficile car les limites des pôles identifiés en 1966 ont été modifiées au fil des fusions et regroupements. Aussi, les agglomérations considérées par notre étude n'incluent pas tous les pôles du MIC, excluant notamment St-Jérôme, Mont-Laurier, Amos et Montmagny.

15. La portion Montréal - Québec de ce corridor ne suit réellement le fleuve (côté sud) que jusqu'à Sorel. Il s'étend le long de l'autoroute no 20 jusqu'à Drummondville avant de bifurquer vers l'intérieur (Victoriaville ; Plessisville ; Thetford Mines). Du côté nord, l'autoroute no 40 ne semble pas avoir beaucoup favorisé le développement industriel du corridor Saint-Laurent au-delà de Berthierville.

16. Notons que la première partie de ce dernier corridor illustre un degré de développement fort décevant en considération des efforts publics consentis dans les infrastructures et les équipements.

RÉSUMÉS

Au Québec, les pôles primaires, secondaires et tertiaires identifiés en 1966 ont servi de base pour établir un modèle descriptif et normatif de l'organisation spatiale. La hiérarchie de centres urbains alors établie devait en principe supporter le drainage, la transformation et la diffusion des facteurs du développement. Trente ans après cette interprétation qui a soutenu l'initiation de politiques publiques dans le cadre d'une stratégie de polarisation en des lieux ciblés, on constate que le développement socio-économique n'est pas tout à fait conforme au modèle initial. L'agglomération de Montréal n'est pas à la hauteur de son rôle moteur. La plupart des centres intermédiaires stagnent. Par contre, certains lieux et certains territoires s'affirment fortement. De nouveaux pôles émergent. Et des corridors de développement se dessinent hors de l'axe traditionnel du Saint-Laurent. Finalement, le Québec assiste à un phénomène de recentrage spatial de son développement socio-économique. Ce qui nous amène à préciser que la dynamique spatiale québécoise nécessite une nouvelle modélisation pour laquelle ce texte offre une modeste contribution.

In Quebec, a hierarchy of development poles identified formally in 1966 has been the base for establishing a descriptive and prescriptive model of spatial organization. With Montreal as the

main pole, those urban centers may drain, transform and diffuse development factors. After thirty years of public policies based on development pole strategy pointing on specific urban centers, socio-economic development doesn't really conform the initial model. The great Montreal doesn't perform as it should. Many intermediate centers are stagnants. But some centers and areas are strongly emerging. And development corridors are appearing outside the traditional Saint-Lawrence line. Finally Quebec illustrates a phenomenon of spatial recentering of its socio-economic development. Those tendencies of the Quebec's spatial dynamic points out the necessity for a new modeling for which this text offers its modest contribution.

INDEX

Mots-clés : agglomération, développement, Montréal, organisation spatiale, pôle, Québec, recentrage spatial, territoire

Keywords : development, Montreal, pole, spatial organization, urban center

AUTEURS

MARC-URBAIN PROULX

Marc-Urbain Proulx est économiste et professeur à l'UQAC

NATHALY RIVERIN

Nathaly Riverin est économiste et professeure au H.E.C.